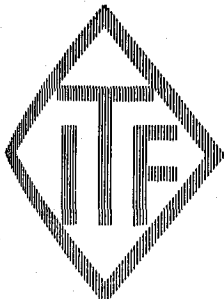


# FASCISME

Quatrième année

Amsterdam, le 22 février 1936.

N°4



## NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.

On les pousse froidement à la mort. La tempête d'indignation qu'a suscitée dans presque tous les pays la condamnation à mort par les Nazis, d'adversaires politiques, a donné lieu aux dominateurs du Troisième Reich de changer leurs méthodes. A présent les adversaires des Nazis qui combattent pour leur liberté sont poussés à la mort dans les prisons du Troisième Reich. Dans une conversation qu'un de nos amis a eue avec le directeur d'une maison de force allemande, ce but auquel vise la procédure pénale nazie, a été reconnu avec cynisme.

Dans la maison de force les prisonniers politiques sont classés en trois groupes. Dans le premier groupe, privilégié, il y a les prisonniers de moins de 25 ans. Ils bénéficient de toutes espèces d'avantages. Ils sont bien traités, bien nourris et bien logés. Ils n'ont pas besoin de travailler et reçoivent des leçons de langues étrangères de la part de professeurs spécialisés et avant tout des leçons d'histoire et de géographie selon l'esprit national-socialiste. D'après l'avis du directeur de la maison de détention, 95% de ce groupe seront des "nationaux-socialistes enthousiastes" une fois leur peine purgée. Un deuxième groupe contient les prisonniers politiques entre 25 et 40 ans. Selon l'expérience du directeur, c'est dans ce groupe que se trouvent "les pires". On trie d'abord ce groupe pour en sortir les "utilisables" qui sont transférés dans le premier groupe. Les "inutilisables" ne bénéficient d'aucun privilège et sont occupés dans le service du travail. Le 3ème groupe contient tous les prisonniers politiques de plus de 40 ans. Ce sont là des "cas désespérés". C'est contre eux que la procédure nazie est pratiquée dans toute sa rigueur. Ils sont horriblement mal nourris et exposés à un système raffiné de punitions. On les envoie aux durs travaux dans les carrières et à l'assèchement de terrains marécageux. Les "cas désespérés" dans les deux premiers groupes sont transférés dans ce troisième.

Notre ami demanda si les prisonniers peuvent, étant si mal nourris, supporter ce dur labeur. Le directeur national-socialiste haussa les épaules: "Nous n'avons aucun motif de faire à ces cas désespérés une vie qui vaut la peine d'être vécue."

Dans toutes les maisons de détention du Troisième Reich les prisonniers politiques sont de cette manière poussés à la mort. Les Nazis de premier plan le savent. Le fameux ami de Hitler, Julius Streicher, déclara (le 2 janvier) en pleine connaissance des

méthodes barbares nazies: " Un juge qui condamne un homme à 10 ans de travaux forcés doit savoir que pour un homme d'un certain âge cela équivaut à une sentence de mort". Des jugements de cette portée sont prononcés presque journallement contre des ouvriers qui se révoltent contre l'oppression des Nazis.

Le Dr. Ley à Dachau. (I.T.F.) L'organisation des S.S. (section de protection) est une organisation auxiliaire de la Gestapo. Le chef national des S.S., Himmler, est en même temps chef de la Gestapo. Or, l'organisation des S.S. a jugé nécessaire de faire ressortir d'une manière démonstrative que le Front allemand du travail est devenu une organisation auxiliaire de la Gestapo. Le 8 février, le Dr. Ley a visité le camp de concentration de Dachau qui n'est que trop fameux. Les S.S. ont déclaré à cette occasion: " Une étroite collaboration précisément avec le Front allemand du travail est considérée comme impérieusement nécessaire par la direction des S.S. ( identique à celle de la Gestapo). La visite du Dr. Ley est une preuve visible de ce que l'on tend à poursuivre et maintenir cette collaboration". Le Dr. Ley répondit qu'il n'avait "jamais eu de doutes quant à la nécessité d'un contact étroit et qu'il veillerait à ce que les relations prennent une forme de plus en plus intime (!)" (Angriff N° 35 du 11 février.)

Le 13 février, le chef des S.S. Himmler a visité les bureaux centraux du Front du travail "afin de donner expression aux liens étroits entre les S.S. et le Front allemand du travail". Il déclara à l'occasion de sa visite: " Les S.S. et la police ne peuvent accorder la protection voulue à l'intérieur que si les hommes sont conquis pour l'idée du national-socialisme; c'est là une tâche qui incombe au mouvement et particulièrement au Front allemand du travail." Le chef de la Gestapo termina son discours en donnant l'assurance " que les S.S., en tant que bras armé sont prêts à favoriser et à appuyer cette oeuvre" (Angriff N° 39 du 15 février).

Si cette fraternisation du chef des camps de concentration allemands avec le Dr. Ley, le "geôlier de la classe ouvrière allemande (comme l'a qualifié Jouhaux) est célébrée exactement 7 semaines avant les élections des Conseils de confiance, ce n'est pas un simple hasard. Il faudra compter avec une terreur accrue dans les entreprises, dans le Reich, mais aussi en dehors de l'Allemagne. Car l'Organisation pour l'étranger du Front du travail ne sert, elle aussi, qu'à camoufler "le bras armé" des S.S., soit de la Gestapo.

Prison au lieu de pain. (I.T.F.) Le 14 février des juges viennois ont condamné pour "haute trahison" à 10 et à 5 années de prison un des anciens dirigeants de l'organisation libre des ouvriers du bois et un de ses camarades. On a reproché aux accusés de s'être occupés clandestinement de l'organisation syndicale libre des ouvriers du bois et du bâtiment et d'avoir publié l'organe illégal "Der Bau- und Holzarbeiter". Ce jugement ne visait pas seulement à frapper les travailleurs qui se livrent à une activité syndicale clandestine, mais il est aussi une tentative d'intimidation tendant à faire reculer les travailleurs du bois et du bâtiment autrichiens devant la lutte pour leur existence.

Les travailleurs du bâtiment et du bois en Autriche sont parmi ceux qui ont le plus durement souffert de la destruction de leur organisations syndicales; il n'est guère d'autre profession où les salaires ont été à ce point déprimés dans le courant des deux années écoulées. La reconstitution d'une nouvelle organisation est un geste de défense de la part des travailleurs privés de leurs droits. Les protestations des travailleurs se font jour, toujours à nouveau, même au sein des conférences des prétendus syndicats fascistes, même dans les journaux ouvriers légaux. Les autorités de la dictature "chrétienne" donnent l'exemple de la plus noire réaction sociale. Donnons un exemple: Amprès de l'Office central du bâtiment (de la province du Burgenland) qui exécute la plupart des travaux publics en régie directe, un contrat collectif subsiste du temps des syndicats libres qui, faute d'avoir été dénoncé régulièrement de la part des employeurs, est encore valable jusqu'au 31 juillet 1936. Il est vrai que les taux prévus par ce contrat ne sont respectés dans aucun chantier. Les salaires réduits même, n'étaient payés l'année dernière qu'à 500 ouvriers tout au plus sur un maximum de 4.500 à 5.000 travailleurs, tandis que les autres neuf dixièmes devaient travailler à un salaire journalier de 3 schillings nets ( env. 8,50 fr.fr.) On a tenté de remédier par la voie de négociations à cette situation intolérable pour l'organisation syndicale, sans résultat toutefois jusqu'à présent."

(Oesterreichische Arbeiterzeitung, organe du mouvement ouvrier chrétien N° 7 du 15 février 1936).

Dans les entreprises privées la situation est pire. A la dernière conférence du syndicat fasciste des travailleurs de l'industrie du bâtiment, le secrétaire déclara parlant des négociations faites pour la conclusion d'un contrat collectif dans l'industrie des tuiles de Basse-Autriche: " Les employeurs ont pris motif des événements de février pour pratiquer une baisse sensible des salaires, pour supprimer les dispositions relatives au congé annuel, rogner les indemnités de combustible et avilir les conditions de logement! Quelques hommes de confiance complétèrent l'image: "Les salaires sont au-dessous de tout. Les ouvriers des glaisières touchent dans le cas le plus favorable (!) 20 schillings par semaine.. Le salaire maximum payé en cas de travail aux pièces atteint pour un ouvrier adulte 47 groschen l'heure, les femmes touchent 26 et les adolescents 18 groschen l'heure. La durée du travail du cuiseur est de 96 heures par semaine... Les salaires ont été réduits jusqu'à 50% depuis février 1934. Certains salaires hebdomadaires ne dépassent pas 7 à 8 schillings. Cette rétribution scandaleuse a fait que certains ouvriers mendient le dimanche et les jours de fête pour pouvoir nourrir leur famille....." (D'après un rapport paru dans "Arbeiterwoche" fasciste du 1er février)

Les syndicalistes qui s'emploient pour organiser les travailleurs du bâtiment et du bois afin de mettre fin à cette misère, sont jetés en prison; les ouvriers n'ont qu'à mendier. Telle est la conception dans l'Etat corporatif chrétien d'Autriche.

"Anti-sociaux, injustes et antichrétiens!" (I.T.F.) L'Association des industriels autrichiens s'est servie du conflit relatif aux salaires dans l'industrie métallurgique viennoise pour entamer une lutte ouverte contre le syndicat unique. Dans les fabriques Fiat autrichiennes, les salaires horaires et salaires aux pièces ont été diminués depuis l'anéantissement des syndicats de 15% bien que entre 1931 et 1934 les revenus eussent déjà été réduits de 15%. Les réductions devaient être supprimées en cas d'amélioration de la situation de l'entreprise. Les fabriques fonctionnent à présent à plein rendement, surtout grâce aux commandes des pouvoirs publics et leur production a de nouveau atteint le niveau de 1931. Les ouvriers ont réclamé par conséquent une augmentation immédiate des salaires aux pièces de 15% et des salaires horaires de 10%. Devant l'intransigeance de la direction qui refusait toute concession, plusieurs services importants procédèrent à un système de résistance passive. Afin d'intimider ses salariés, la direction prit quelques mesures de représailles, mais, en considération de l'excitation des travailleurs, le ministère des Affaires sociales obligea l'entreprise à réintégrer les 20 lock-outés. Sous la pression des travailleurs, le ministère voulait imposer des concessions dans la question des salaires. Alors toutefois, intervint l'Association des industriels, déclarant qu'il ne saurait être question de majorations des salaires vu que cela déclencherait sinon un mouvement général pour le relèvement des salaires. Or, l'autorité des industriels est celle qui prime dans un Etat totalitaire.....

Le Syndicat fasciste des travailleurs de l'industrie métallurgique et électrique, la principale section du Syndicat unique, se trouve sous la direction du secrétaire des Heimwehren Znidaric. Sa nomination comme sous-secrétaire d'Etat a été célébrée par le syndicat unique comme une victoire des travailleurs, comme l'inauguration de temps nouveaux. L'Association des industriels se sert du conflit auprès de la Austro-Fiat pour démontrer aux ouvriers autrichiens que le caractère anti-ouvrier de la dictature chrétienne n'a pas changé le moins du monde. Le syndicat unique a discerné le danger, mais il cherche à se soustraire aux responsabilités. Le secrétaire actuel de l'organisation fasciste métallurgiste se plaint soudainement de ce que "autrefois il y avait le moyen d'une grève pour résister à l'intransigeance du patronat". Dans l'Etat corporatif, bien que "le patronat adopte toujours le point de vue de la lutte des classes" les grèves sont honnies. L'organisation fasciste qui ne veut et ne peut pas lutter pour défendre les droits des travailleurs, fait appel au gouvernement qui dispose de moyens de coercition. L'organe du mouvement ouvrier chrétien ( du 15 février 1936) fait appel au clergé contre les industriels qu'il qualifie de "anti-sociaux, injustes et anti-chrétiens! Les industriels attendent la suite des événements en toute tranquillité.

M. Cianetti hausse les épaules. (I.T.F.) Nous empruntons les passages suivants à une interview du Président de la Confédération italienne des ouvriers de l'industrie avec le journaliste américain John L. Spivak, qui fait partie d'un livre qui paraîtra incessamment sous le titre "Europe-ground and underground" aux éditions de Victor Gollancz Ltd, Londres. "M. Tullio Cianetti--ainsi Spivak--parlait avec moi des salaires et du coût de la vie dans l'Italie fasciste.-- Quel est le salaire moyen payé aux ouvriers spécialistes et aux manoeuvres?-- lui ai-je demandé.-- Il réfléchit un moment, puis: --Environ 2 lires par heure pour les manoeuvres et 3 lires pour les spécialisés.-- Et le coût de la vie par semaine pour entretenir une famille moyenne?-- Les familles italiennes sont nombreuses, mais nous comptons qu'une famille moyenne est de 4 personnes et a besoin pour vivre de 172 lires par semaine.-- Mettons qu'un manoeuvre travaille 40 heures par semaine (ce qui est rare) et l'ouvrier spécialiste de même, ils toucheraient respectivement un maximum de 80 et 120 lires, tandis que le coût de la vie pour eux et leur famille serait de 172 lires par semaine. Comment font-ils pour en vivre?--Il haussa les épaules avec un geste embarrassé. Voilà le problème. Vous devez savoir qu'en Italie 2 personnes 1/2 travaillent en moyenne dans chaque famille de quatre personnes (est-ce à dire également les enfants en bas âge? Réd.) Les familles où seul le chef travaille sont rares. En Italie chacun qui peut trouver à s'employer travaille. Or, lorsque 2 personnes 1/2 travaillent, ils se tirent d'affaire--Et s'ils ne trouvent pas de travail comme aujourd'hui les chômeurs?--Eh bien que fait-on aux Etats-Unis ou en Angleterre ou en France? Ceux qui ne trouvent pas de travail, reçoivent une allocation de l'Etat qui leur permet tout juste de ne pas mourir de faim.-- Certes, mais ici (en Italie) l'Etat leur donne 3 lires 80 par jour, toutefois pendant trois mois seulement, à condition qu'ils aient eu du travail et payé à l'assurance-chômage, Comment peuvent-ils en vivre? -- Ils ne le peuvent pas--souria Cianetti...."

Les augmentations ne sont que pour les bonzes. (I.T.F.) Le Sénat nazi de l'Etat libre de Dantzig avait dévalué le 2 mai 1935, conformément aux désirs des Nazis berlinois, le gulden de 42%. Le coût de la vie monta de 40 à 50%. Néanmoins, le Sénat interdit aux employeurs, par une radiodiffusion du 9 septembre, d'accorder quelque majoration que ce soit. Lorsque les socialistes ont demandé une augmentation des pensions et rentes et de l'allocation de chômage conformément au renchérissement de la vie, la majorité de la Commission des doyens du Parlement dantzikois a repoussé (le 23 novembre) l'examen de la proposition "afin de ne pas troubler l'évolution de la vie parlementaire".

Où est la liberté de pensée? (I.T.F.) Le ministre allemand de l'Intérieur a décrété (par une circulaire du 17 novembre 1935) que tous les fonctionnaires, agents et ouvriers occupés dans les administrations et services publics devront être invités à envoyer leurs enfants aux Jeunesses hitlériennes afin de les laisser éduquer "en des conceptions nationales-socialistes". Les mesures prises par les administrations publiques en exécution de cette circulaire, démontrent avec quelle brutalité les autorités agissent contre des parents récalcitrants. La Reichsbahn allemande impose à ses chefs de dépôt le devoir "de tenir en éveil par des avertissements continus (!) le sentiment de responsabilité des agents pour l'avenir de leurs enfants et de n'avoir trêve ni repos tant que les derniers sceptiques n'auront pas confié leurs enfants à la vaste oeuvre d'éducation des organisations de jeunesse du parti" (ordonnance du 19 décembre 1935).

Il faut se rendre compte de ce que signifient ces dispositions. Des syndicalistes expérimentés qui, en dépit du Troisième Reich, veulent faire de leurs enfants des hommes libres et conscients, doivent être forcés de laisser éduquer leurs enfants dans la Jeunesse hitlérienne en des jaunes antisindicalistes; les parents catholiques et protestants doivent livrer leurs enfants aux prédicateurs d'un culte moderne de Wotan. Celui qui ne se plie pas aux "avertissements continus" risque d'être congédié pour hostilité à l'Etat. Cela n'équivaut pas seulement à un chômage permanent et au camp de concentration, mais comporte aussi le danger que "l'ennemi de l'Etat" se voie privé du droit d'éduquer ses enfants et que ceux-ci soient donc quand même livrés aux Jeunesses hitlériennes.

Un nouveau chef ouvrier. (I.T.F.) Le 8 février, le Dr. Ley a nommé chef suppléant de la principale section du Front du travail, la "communauté d'entreprise du fer et des métaux", le gros industriel Blohm,

propriétaire du chantier hambourgeois Blohm und Voss. Blohm est connu dans toute l'Allemagne comme un réactionnaire de la pire espèce.

La crainte devant l'activité clandestine. (I.T.F.) Le Dr. Frauendorfer, chef national de l'oeuvre d'éducation du parti nazi et du Front allemand du Travail, mis en garde le 11 février, lors de l'inauguration d'un cours au profit des moniteurs du Front du travail, contre l'action des organisations ouvrières clandestines "Il est nécessaire d'attirer particulièrement l'attention sur l'activité de nos adversaires. Ne croyez pas que notre mouvement n'a pas d'ennemis! Ils ne sont cependant pas groupés en une organisation visible, mais unis par une solide idéologie identique. Selon la méthode des francs-maçons, ils cherchent à se placer le plus possible en avant, en faisant montre de sentiments nettement nationaux-socialistes, dans le but de saper le mouvement en dedans". (Frankfurter Zeitung, N° du 12 février 1936).

Une conversion tardive (I.T.F.) Les employeurs du Troisième Reich ont le droit de dicter des contrats d'entreprise valables dans leurs établissements. Ce n'est que pendant une période de transition que les Commissaires au travail empêcheront, en promulguant des contrats dont les dispositions devront former une base minimum des contrats individuels, une concurrence sans bornes aux frais des travailleurs. Les salaires contractuels n'existent toutefois à l'heure qu'il est souvent que sur le papier; les travailleurs dont les organisations de défense ont été détruites n'ont guère plus la possibilité de résister contre les atteintes à leur niveau de vie. Il est toutefois caractéristique que les mêmes employeurs qui autrefois ne savaient assez crier contre les contrats collectifs, se présentent maintenant comme des défenseurs de ces mêmes contrats.

Une circulaire de la corporation des peintres de Hambourg (du 8 janvier 1936) caractérise bien ce changement dans la mentalité de l'artisanat. Le syndic de ce corps de métier écrit: "Il a été constaté que dans plusieurs cas le salaire contractuel n'est pas payé... Cette rétribution au-dessous du tarif a donné lieu à une baisse ultérieure des prix en cas d'offres et à rendre encore plus intolérable les conditions existant quant à l'adjudication de travaux".

La suppression du règlement des salaires par contrat collectif a favorisé, on le voit, la concurrence déloyale et compromis l'existence de plus d'une entreprise. Les anciens adversaires des contrats collectifs se sont, dans le Troisième Reich, à cause des "conditions intolérables" convertis, fût-ce un peu tard, en des partisans.

L'"élevage" du Front du travail. (I.T.F.) Personne n'a appris jusqu'à présent ce que devient l'argent que le Front du travail encaisse. Les chiffres donnés de temps à autre par le Dr. Ley et le trésorier du Front du travail ne sont pas contrôlables et diffèrent entre eux de millions. A présent cependant, nous possédons pour la première fois un budget d'une section du Front allemand du travail. Ces chiffres ne sont pas contrôlables il est vrai, mais ils doivent néanmoins correspondre quelque peu à la vérité. Lors d'un procès contre l'organisation nazie dantzikoïse des travailleurs agricoles, le tribunal prud'homal a exigé la présentation d'un budget.

Ce premier aperçu dans la gestion du Front du travail est excessivement intéressant. Chaque ouvrier agricole dantzikoïse doit payer 30 pfennigs par semaine, soit 15,60 gulden par an, à l'organisation obligatoire nazie, somme très importante en regard des bas salaires des ouvriers agricoles. Un nombre d'environ 10.000 ouvriers agricoles signifie des recettes de 156.000 gulden par an. Pas moins de 36.000 gulden figuraient comme "réserves"; 24.000 gulden avaient été payés en secours. Les frais administratifs s'élevaient à près de 60% des recettes, près de quatre fois la somme affectée aux secours, à savoir: 32.000 en loyers, assurances etc., 2.000 pour une auto et 56.000 en appointements et indemnités. Il y avait en outre une somme de 6.000 gulden affectée à des fins "d'élevage". Quant à la question de savoir si des chèvres et des lapins avaient été acquis pour les bureaux ou bien dans des buts "syndicalistes", le budget ne donne aucun éclaircissement à ce sujet.

Le questionnaire de l'organisation pour l'étranger du parti nazi. (ITF) Le Sénat national-socialiste dantzikoïse cherche à persuader les ouvriers spécialistes en chômage d'émigrer avec leurs familles en Allemagne. Avant leur départ les chômeurs sont invités à répondre à un questionnaire de "l'organisation pour l'étranger du parti nazi, office pour le retour au pays". Ils doivent répondre de leur mieux et en

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

"Il y a deux classes..." Sur les bateaux allemands flotte la bannière à croix gammée, arborée comme on sait, là où la "communauté populaire" est réalisée. L'équipage du S.S. Preussen de la Hapag a, lors de son dernier voyage en Extrême-Orient, fait l'expérience de cette communauté. L'état-major et les passagers recevaient du bon beurre mais les marins subalternes devaient se contenter de beurre rance mélangé à de l'huile de coco. C'était immangeable! Les hommes invitèrent le chef-mécanicien, homme de confiance du parti nazi, ainsi que le second, également national-socialiste convaincu, à goûter, les amenant à déclarer que le "beurre" n'était pas mangeable et à se rendre auprès du capitaine avec une délégation des hommes. Le capitaine goûta et déclara que le beurre était bon. Il s'ensuivit une discussion entre le capitaine et les deux officiers qui affirmèrent que dans le Troisième Reich les distinctions de classe avaient été abolies et que par conséquent les hommes avaient droit à du beurre convenable. Le capitaine hors de lui : "Il y a toujours deux classes! Et malgré le drapeau à croix gammée, les choses en sont restées où elles en étaient.

Comment on trompe les marins.(I.T.F.) En date du 15 janvier 1936, le "Angriff" annonçait: "L'Office de l'hygiène de Liverpool a créé pour la marine marchande anglaise, une institution qui suit de près l'exemple de la "Joie au travail" (section du Front allemand du travail..Réd.) De l'avis des services maritimes de Blyth, les bâtiments allemands occupent la première place dans le monde quant à l'efficacité et la beauté des installations pour l'équipage." Cette notice avait été reproduite dans les organes corporatifs du Front allemand du travail pour démontrer l'estime de l'étranger pour ce qui est accompli par les Nazis. Or, l'Internationale des transports (I.T.F.) a prié l'Union nationale des marins anglais de vérifier les renseignements du journal nazi. Il s'est trouvé alors qu'à Liverpool on avait institué l'année dernière, suivant l'exemple de Londres un port Welfare Advisory Council; celui ne fonctionne toutefois pas encore ayant d'abord soumis ses plans à l'office londonien.

Voilà tout ce que les marins anglais ont pu apprendre au sujet des affirmations fanfaronnes du quotidien du Front du travail.

Les salaires sur le Rhin.(I.T.F.) Nous avons eu l'occasion de prendre connaissance des bulletins de paye d'un matelot célibataire ayant navigué pendant le deuxième semestre 1935 sur un bateau rhénan allemand où était payée la solde contractuelle. Ce salaire contractuel est de 30 marks par semaine, soit 780 marks bruts en 26 semaines. Les bulletins de paye indiquaient néanmoins une somme de 872,90 marks, 92,90 marks ayant été payés pour heures supplémentaires et indemnités. Or, une retenue de pas moins de 146,43 marks, soit 19% du salaire contractuel, avait été faite pour impôts, primes à l'assurance sociale, cotisations au Front du travail et versement au secours d'hiver. Le matelot n'avait cependant touché en réalité que 673,77 marks car, suivant une instruction des autorités de l'Assistance de son domicile, on lui avait encore retenu 52,70 comme contribution au secours que la municipalité sert à la famille de son père en chômage. Il a donc touché une moyenne de 25,91 marks par semaine et devait encore payer de ce montant des versements "facultatifs".

Arbitraire à la place de droit.(I.T.F.) Garantir l'emploi par une prolongation du délai-congé était une des principales promesses faites par les Nazis aux ouvriers allemands. Dans bien des cas le délai-congé a en effet été prolongé. La pratique a cependant démontré combien peu de valeur il faut attacher à une pareille prolongation, même faite par écrit. Tous les ouvriers "permanents" du port de Dantzig ont droit à un délai de préavis de 14 jours. Le 9 novembre 1935 le Commissaire au travail a cependant émis une ordonnance qui prescrit que ne sera plus considéré comme "permanent" celui qui travaille depuis plusieurs années dans une même entreprise, mais celui qui sera reconnu comme tel par le commissaire. On le voit, le national-socialisme remplace le droit par l'arbitraire.

toute bonne foi" aux 39 questions posées et revêtir le document de leur signature "faisant foi de serment". On pose les questions habituelles d'identité, des questions concernant une origine "non-aryenne" éventuelle de l'émigrant ou de sa femme et au sujet de parents (!) éventuels en dehors du Troisième Reich! Les dernières 9 questions méritent d'être textuellement reproduites:

31. Passé politique jusqu'au moment de l'émigration.
32. Activité politique à l'étranger (!)
33. Étiez-vous ou êtes-vous membre d'une société secrète ou d'une loge? Si oui, prière d'indiquer nom et siège.
34. Êtes-vous en mesure d'indiquer des Allemands qui à l'étranger mènent une activité hostile à l'Allemagne? (!!)
35. Nom et adresse de ceux-ci.
36. Faites-vous partie d'une organisation du parti?
37. Date d'adhésion:.... Localité où vous vous êtes fait inscrire....  
Numéro d'adhérent:.....
38. Section actuelle:
39. Références a) concernant mon activité professionnelle dans le pays et à l'étranger:..... b) concernant mon évolution politique:.....c) personnelles.

Ces questions sont d'une clarté qui ne laisse rien à désirer. Les ressortissants allemands qui rentrent dans le Troisième Reich sans disposer de papiers en règle relatifs à l'adhésion au parti nazi, sont généralement casés dans un "camp d'éducation", un camp de concentration où on leur inculque pendant 6 mois environ les principes nationaux-socialistes. Pendant cette période d'éducation, la Gestapo fait à leur sujet une enquête concernant les questions mêmes qui terminent le questionnaire officiel de l'organisation pour l'étranger du parti national-socialiste.